

**SOCIÉTÉ**


Léo Ferré,  
la douce  
colère

Le vieil anarchiste fulmine encore et ses cibles sont nombreuses. Mais avec le temps, Léo Ferré s'est comme adouci. Il se défend d'avoir acquis un atome de sagesse mais en vieillissant « on juge moins, on apprend à mieux aimer les gens », confie-t-il à Odile Tremblay.

Page B-1

Hydro-Québec  
à l'heure  
écologique

Enrichie d'une expérience de 20 ans de gestion de projets hydro-électriques, Hydro-Québec pense pouvoir contrôler les impacts du projet Grande Baleine sur le milieu bio-phérique, voire même l'améliorer. La suite du reportage de Louis-Gilles Francoeur.

Page B-1

# Les libéraux paralysent le Sénat

Mulroney nomme huit nouveaux sénateurs dont Thérèse Lavoie-Roux

**Chantal Hébert**  
de notre bureau d'Ottawa

LE PREMIER ministre Brian Mulroney est allé au bout de ses moyens constitutionnels hier pour reprendre le contrôle de la Chambre haute et faire passer la TPS. Il a nommé un contingent supplémentaire de huit sénateurs dont l'ancienne ministre libérale du Québec Thérèse Lavoie-Roux.

Mais, alors que leur règne au Sénat prend fin, les libéraux continuent de lui tenir tête. La Chambre haute est actuellement paralysée par la première escarmouche de ce qui

s'annonce comme une longue guerre de procédures susceptible de paralyser complètement l'engrenage législatif.

« L'enjeu, ce n'est pas la TPS, ni le projet de loi sur la réforme de l'assurance-chômage, a expliqué Brian Mulroney au cours d'une conférence de presse précipitée, l'enjeu est de savoir si ceux qui ont reçu l'assentiment populaire de leurs électeurs le 21 novembre 1988, si leur volonté, aura préséance sur celle du Sénat ou si M. MacEachen déterminera l'agenda du Canada. »

Mais Jean Chrétien a immédiatement fait une toute autre lecture du geste du premier ministre. « La

population du Canada ne veut pas de la TPS », énonce carrément le chef libéral qui parle d'un abus politique sans précédent. « Soudainement le premier ministre, qui est à 15 % dans les sondages dit : "j'aurai ce que je veux et rien d'autre", accuse Jean Chrétien.

Les événements se sont précipités sur la colline parlementaire hier alors que libéraux et conservateurs ont multiplié les manœuvres pour s'assurer la suprématie à la Chambre haute à temps pour le vote crucial sur la TPS.

■ Hier midi, le gouvernement annonçait que la Reine avait dit oui. Dans un bref communiqué, le bureau du

premier ministre confirmait que la Souveraine avait donné, comme l'exige l'article 26 de la Constitution, le feu vert à la nomination d'un contingent supplémentaire de sénateurs.

■ Une demi-heure plus tard, le Parti libéral déplaçait Herb Gray chez le Gouverneur général. Dans une lettre signée par Jean Chrétien, le sénateur Allan MacEachen et le député Gray, le parti demandait au représentant de la Reine de ne pas accéder aux volontés du premier ministre.

■ Mais quand le Sénat a repris ses travaux, en principe pour débattre de la recommandation libérale voulant l'abandon de la TPS, l'opposition a compris que son règne à la Cham-

bre haute allait se terminer le jour même.

■ Martha Bielish, sénatrice conservatrice de l'Alberta, s'est en effet immédiatement levée pour annoncer à ses collègues qu'elle devançait de trois semaines la date de sa retraite pour aider Brian Mulroney à faire provision de sang neuf.

Si la sénatrice albertaine avait attendu, le premier ministre n'aurait pu la remplacer sur-le-champ. Après avoir eu recours à l'article 26, Brian Mulroney est tenu d'attendre que le nombre des membres du Sénat bouscule à un niveau plus normal avant de combler les vacances.

Voir page A-2 : Sénat

Bourassa  
a subi  
l'ablation  
d'une tumeur  
cancéreuse

**Michel Venne**  
de la Presse Canadienne

BÉCANCOUR — Durant ses soi-disant vacances aux États-Unis, le premier ministre Robert Bourassa a subi une opération au bas du dos. Il est resté hospitalisé durant six jours.

M. Bourassa a subi l'ablation d'une tumeur cancéreuse qui s'était formée dans sa peau au bas de son dos suite à des expositions trop fréquentes au soleil.

Le premier ministre l'a lui-même confirmé hier, en marge de la réunion du caucus des députés libéraux à Bécancour, lors de sa première apparition publique depuis 16 jours.

L'opération a été pratiquée le 12 septembre, le jour même où l'ex-ministre Yves Séguin remettait sa démission, au National Institute of Health en banlieue de Washington. L'intervention s'est déroulée sous anesthésie générale et elle a duré deux heures.

Aucun traitement supplémentaire n'est requis, a-t-on indiqué dans son entourage. La tumeur a été enlevée, tout a été nettoyé.

« Je suis rassuré, a déclaré le premier ministre, un peu blême mais tout de même blagueur comme à son habitude. Ce n'était pas insignifiant, dit-il, mais maintenant tout est rétabli et je peux assumer toutes mes responsabilités comme c'était auparavant.

« Je pourrai reprendre contact avec le soleil mais de façon plus modérée. J'adore le soleil, mais il semble que ce ne soit pas toujours réciproque. »

Le premier ministre savait depuis la mi-août qu'il devait subir cette opération, comme le lui avait conseillé son médecin. À cause des événements qui se sont bousculés depuis ce temps, M. Bourassa a délibérément reporté ce voyage. En voyant que la crise amérindienne semblait sur le point d'être sous contrôle, il est parti en secret.

Son départ mystérieux, constaté par hasard le mardi suivant (le 18

Voir page A-2 : Bourassa

# Québec promet une enquête publique

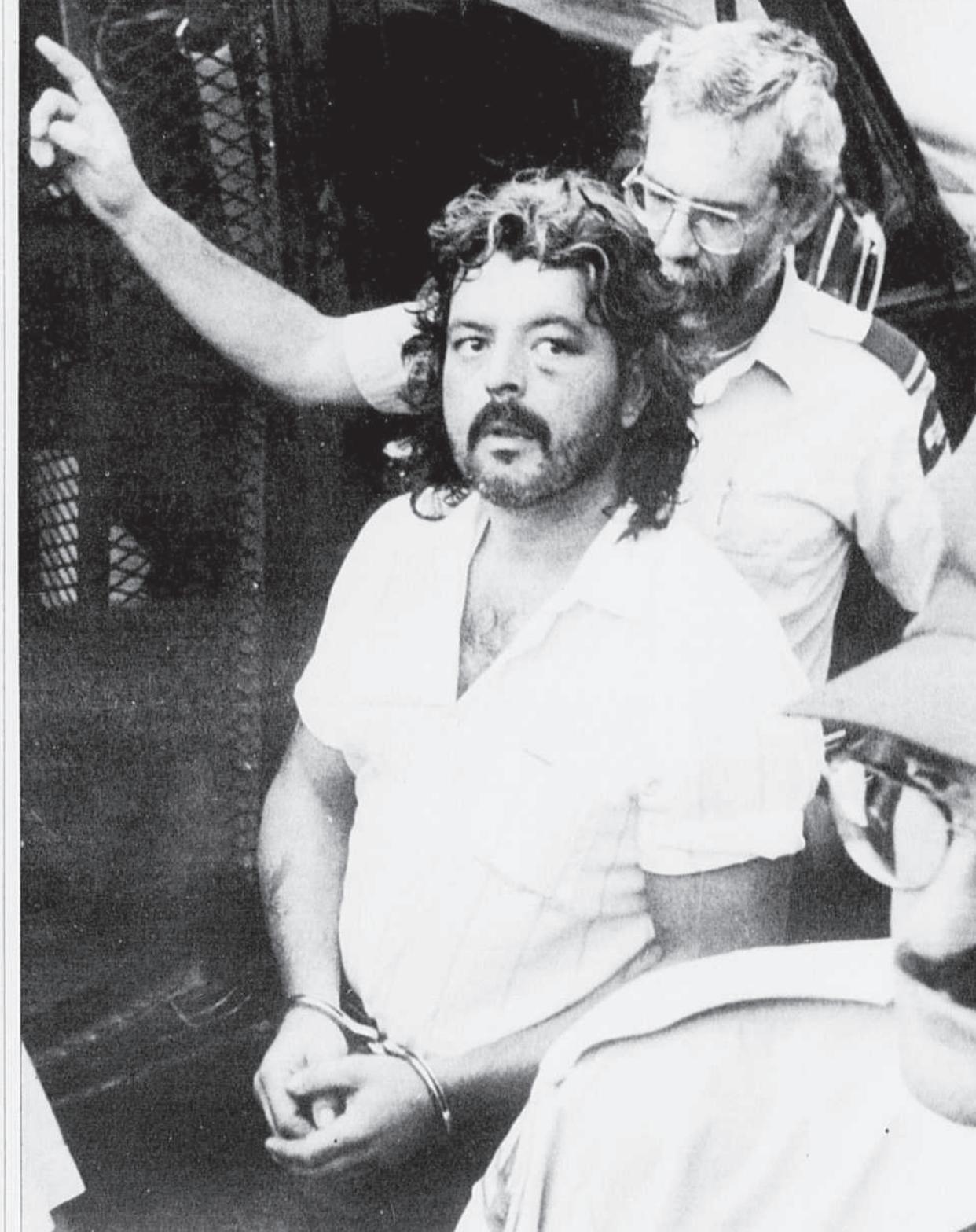


PHOTO JACQUES NADEAU

Le visage tuméfié, le Warrior Ronald Cross, surnommé Lasagne, a comparu hier au Palais de justice de Saint-Jérôme.

LE DEVOIR et la Presse Canadienne

LE PREMIER ministre Robert Bourassa a promis hier la tenue d'une enquête de nature publique sur la crise amérindienne et le maintien des forces armées au Québec tant que la sécurité de tous les citoyens ne sera pas garantie.

M. Bourassa s'est par ailleurs réjoui du dénouement sans autre effusion de sang de cette crise qui perdurait depuis 78 jours et dont il a fait un bilan préliminaire hier, en marge de la réunion du caucus des députés libéraux à Bécancour.

« Nous avons réussi, dit-il, à faire respecter l'État de droit et les valeurs fondamentales de notre société. »

Le premier ministre a toutefois concédé que si « le pire est passé », il reste un climat de tension, éloquemment illustré par les incidents survenus mercredi soir sur la Rive Sud de Montréal.

Pour cette raison, il a demandé hier à l'armée de rester au Québec tant que la sécurité publique ne sera pas complètement assurée.

M. Bourassa a également convenu qu'il y avait lieu de faire la lumière sur les événements des derniers mois. Le gouvernement tiendra une enquête publique dont la forme exacte sera déterminée par le conseil des ministres dans les prochaines semaines. Le premier ministre a évoqué l'hypothèse d'une commission parlementaire.

Le gouvernement n'a rien à cacher, affirme M. Bourassa, et plus il y aura d'enquêtes, plus on démontrera que le gouvernement a fait preuve, dans cette crise, non seulement de bonne foi, mais aussi de savoir-faire. »

Le premier ministre estime que la « ferme détermination » de son gouvernement à éviter un bain de sang a permis un dénouement pacifique. Il soutient que seule cette solution rend la réconciliation possible avec les groupes autochtones.

« Au contraire, si la force armée avait été utilisée sans discernement, qui sait quel aurait été la situation au Québec aujourd'hui comme dans

Voir page A-2 : Québec

# Erasmus et l'opposition se déchaînent contre le Québec

**Chantal Hébert**  
de notre bureau d'Ottawa

ALORS QUE baissent les armes à Oka, l'opposition néo-démocrate à Ottawa et les leaders autochtones tiennent à boulets rouges sur le gouvernement du Québec. Aucune province n'aurait traité aussi durement les autochtones que le Québec l'a fait cet été, a accusé hier le chef des Premières Nations George Erasmus dans son bilan des 78 jours de la crise d'Oka.

« Ils se plaignent de vivre sous la botte des Anglais, mais la compréhension qu'ils revendent pour eux-mêmes ne vaut pas pour des gens comme nous qui avons des revendications légitimes », soutient amé-

rement le chef Erasmus qui accuse ni plus ni moins les partis politiques du Québec de vouloir du mal aux autochtones.

« Si Jacques Parizeau avait pu, il aurait ordonné à l'armée d'ouvrir le feu sur les Mohawks », prétend George Erasmus qui avait déjà, plus tôt cet été, laissé entendre que Robert Bourassa voulait noyer dans le sang les revendications autochtones.

Pourtant, les données disponibles ne correspondent pas tout à fait au portrait d'un Québec, bête noire des autochtones.

Selon des chiffres recueillis en 1986 par le ministère fédéral des Affaires indiennes, les autochtones du Québec s'en tirent mieux que tous leurs compatriotes du reste du pays sur plusieurs tableaux.

■ Au niveau du revenu, c'est au Québec que les Amérindiens accusent le moins de retard sur le reste de la population, avec 75 % du revenu moyen provincial. Dans aucune autre province ne franchissent-ils la barre des 70 %.

■ Au niveau du logement, les études indiquent que les autochtones ont plus de chances d'être logés dans des conditions salubres au Québec que dans la province voisine de l'Ontario. Au simple niveau de la proportion des installations sanitaires, la province avait 29 points de pourcentage d'avance sur le reste du Canada au milieu des années 80.

■ Au niveau du système pénal, le Québec est la seule province où les autochtones ne sont pas sur-représentés dans les prisons fédérales.

Proportionnellement, on compte la moitié moins de détenus autochtones au Québec que leur part de la population provinciale. C'est le contraire partout ailleurs : 5 % de détenus pour 1 % de la population en Ontario, 24 % de la population carcérale du Manitoba pour 5 % de la population totale.

Hier, en conférence de presse, le chef Erasmus n'a nié aucune de ces données, se contentant de soutenir qu'elles étaient en droit d'exiger plus de compréhension d'un peuple comme celui du Québec qui se dit opprimé.

Même raisonnement sur les banquettes néo-démocrates de la Chambre des communes où, depuis la rentrée, le Québec n'a pas cessé de trinquer.

■ Le rôle qu'ont joué la Sûreté du

Québec et le gouvernement du Québec n'a fait qu'aggraver le problème », énonçait mardi Audrey McLaughlin en déplorant qu'Ottawa n'ait pas invoqué la loi qui sert maintenant d'équivalent aux mesures de guerre d'octobre 70, pour prendre le contrôle complet de la situation à Oka.

Les Québécois qui ont eux-mêmes été victimes d'oppression, (...) devraient être les premiers à comprendre que les aspirations des autochtones sont tout simplement les mêmes que les leurs », estime le chef du NPD.

Certains de ses députés coupent les coins particulièrement rond. Ottawa a confié l'armée à Robert Bourassa « pour ne pas déplaire aux mil-

Voir page A-2 : Erasmus

## LES PREMIÈRES CIVILISATIONS

Michel Guay

Un ouvrage passionnant, le premier d'une série de trois, où l'auteur remonte aux origines de l'Homme, il y a plusieurs millions d'années, pour ensuite nous entraîner dans le monde de la Préhistoire et des premières grandes civilisations du Proche-Orient.

vlb éditeur LA PETITE MAISON DE LA GRANDE LITTÉRATURE

263 pages  
16,95 \$

